



Commission paritaire de l'industrie du gaz et de l'électricité

3260020 Travailleurs en service à partir du 01/01/2002

Durée du travail

Date de signature	CCT N° d'enreg		Date de fin
29.09.2003	72.104	CCT concernant les conditions de travail et de salaire	-
19.02.2004	72.105	CCT concernant la programmation sociale pour les membres du personnel auxquels s'applique la convention collective de travail du 29 septembre 2003, relative aux conditions de travail et de salaire	-
02.12.2004	73.545	CCT concernant la mise en oeuvre de la convention collective de travail du 13 mai 2004 relative à l'application graduelle pour certaines entreprises de la convention collective de travail du 29 septembre 2003 relative aux conditions de travail et de salaire	-

Jours fériés

Date de signature	CCT N° d'enreg		Date de fin
29.09.2003	72.104	CCT concernant les conditions de travail et de salaire	-

Jours de vacances supplémentaires

Date de signature	CCT N° d'enreg		Date de fin
29.09.2003	72.104	CCT concernant les conditions de travail et de salaire	-
02.12.2004	73.545	CCT concernant la mise en oeuvre de la convention collective de travail du 13 mai 2004 relative à l'application graduelle pour certaines entreprises de la convention collective de travail du 29 septembre 2003 relative aux conditions de travail et de salaire	-
30.06.2005	76.261	CCT relative à la programmation sociale pour les membres du personnel auxquels s'appliquent la convention collective de travail du 29 septembre 2003, relative aux conditions de travail et de salaire	-

Congé d'ancienneté

Date de signature	CCT N° d'enreg		Date de fin
02.03.1989	22.410	CCT concernant le statut pécuniaire applicable aux agents statutaires barémisés de l'industrie du gaz et de l'électricité	-



Durée du travail :

Travailleurs barémisés : Durée du travail hebdomadaire moyenne sur base annuelle : 35,83 h.

Travailleurs barémisés :

La durée du travail sectorielle se n'applique qu'à compter du 01/07/2007 pour les employés barémisés de Nuon Belgium, Essent Belgium, EDF Belgium et Luminus, après les réductions de temps de travail des 01/07/2006 (1 h/s ou 6 jours de congé supplémentaires par an) et 01/01/2007 (30 min/s ou 3 jours de congé supplémentaires par an).

Chaque entité locale a la possibilité d'opter pour une réduction du temps de travail pour certains groupes de membres du personnel (pour lesquels la direction locale estime que cette assouplissement sera effectivement bénéfique au service à la clientèle) en octroyant 2 jours supplémentaires de réduction du temps de travail. En échange de cette réduction du temps de travail, il doit exister, au sein du conseil d'entreprise, un accord unanime en vue d'adapter les limites journalières et hebdomadaires conformément à l'art. 20bis de la loi sur le travail et de globaliser les heures prestées sur base annuelle.

Heures par an :

Travailleurs barémisés : 1.656,8 h,
réparties sur 218 jours par an (365 jours - 52 dimanches - 52 jours de semaine non prestés, en principe le samedi - 10 jours fériés - 20 jours de vacances légales - 13 jours de compensation à déduire de toute réduction du temps de travail).

Les périodes assimilées prévues au chapitre 3 de la loi sur le travail du 16/03/1971 (MB 30/03/1971) ainsi que les motifs de suspension prévus dans la loi du 03/07/1978 sur les contrats de travail (MB 22/08/1978) sont compris dans ces 1.656,8 heures.

10 Jours fériés légaux (art.1 AR 18/04/1974) :

Jour de l'an (1/1),
Lundi de Pâques,
Fête du Travail (1/5),
Ascension,
Lundi de Pentecôte,
Fête nationale (21/7),
Assomption (15/8),
Toussaint (1/11),
Armistice (11/11),
Noël (25/12).

20 Jours de vacances légales :

Le nombre de jours de vacances légales auxquels le travailleur a droit est calculé annuellement en fonction de la somme des jours de travail effectivement prestés et des jours de travail assimilés pendant l'exercice de vacances.

Jours de vacances / jours fériés supplémentaires :

Les travailleurs ont, outre les congés annuels légaux, droit à 13 jours de congé complémentaire à valoir sur toute réduction du temps de travail établie dans le cadre de l'article 28 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

Personnel statutaire : **pas droit** aux 6 jours de congé pour raisons locales.

Donneurs de plasma : 1/2 jour de dispense de service rémunéré (max. 2x/an).